

Unité interdépartementale des deux Savoie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAFRAM France

341, rue de l'industrie
ZAE du Pays Rochois
74800 ETAUX

Références : 20220630-RAP-SAFRAM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SAFRAM France implanté 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 ETAUX. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAM France
- 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 ETAUX
- Code AIOT dans GUN : 0010800495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société SAFRAM est une société de transport, d'entreposage, de prestations logistiques et des opérations douanières et fiscales pour le compte de ses clients. Le siège est basé à Genas (69) et la société SAFRAM emploie environ 30 personnes sur son site de La Roche sur Foron / Eteaux.

Le site de La Roche sur Foron / Eteaux, classé SEVESO, est constitué de 6 cellules de stockages. Les produits entreposés sont les suivants :

- marchandises et biens de consommation (cellules 1, 2, 4 et 5),
- produits solides ou liquides dangereux pour l'environnement (toxiques, voire très toxiques pour les organismes aquatiques), tels que des arômes concentrés, encres et vernis, matières premières, produits liquides possédant des classes d'inflammabilité de peu inflammable à facilement inflammable, produits toxiques (cellules 3 et 6).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels
- Prévention du risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les inspecteurs ont consulté l'état des stocks sur les trois derniers jours. Ces documents font état de la présence de produits classés 4331 (liquides inflammables) dans la cellule 1 (cellule prévue pour entreposer des produits combustibles uniquement). L'exploitant a précisé qu'il s'agit de produits cosmétiques stockés dans un local dédié de la cellule 1. Le règlement CLP exclut en effet, dans son article 1, les "produits cosmétiques" (au sens de la directive 76/768/CEE du Conseil, du 27 juillet 1976). L'exploitant n'a donc pas l'obligation de les stocker dans une cellule spécifique aux liquides inflammables.
Observations : Les inspecteurs ont constaté que des cartons de ces produits sont stockés également dans la cellule 1. Il serait judicieux de stocker l'ensemble de ces produits cosmétiques dans le local dédié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modélisation étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Les études de dangers (EDD) fournissent des éléments de cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets, tenant compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site. Ces éléments permettent notamment la définition par l'État des mesures les plus adaptées passives (actions sur l'urbanisme) ou actives (plans d'urgence externes) pour la protection des populations et de l'environnement.
Constats : Dans l'EDD de juillet 2018, l'exploitant a modélisé l'incendie des cellules 3 et 6 sur la base d'une tenue au feu des parois de ces cellules de 4 heures. L'exploitant a précisé que la durée de l'incendie est de 237 minutes. Il a indiqué que l'incendie de la cellule 3 ou 6 ne se propagerait pas aux autres cellules. Or, les portes coupe-feu séparant les cellules 3 et 6 des autres cellules sont dimensionnées pour prévenir la propagation d'un incendie durant deux heures. Un test inopiné a permis aux inspecteurs de constater la bonne fermeture de la porte coupe-feu située entre la cellule 6 et la cellule 4.
Observations : A l'occasion du ré-examen de l'EDD ¹ , l'exploitant tiendra compte de la tenue au feu limitée à deux heures des portes coupe-feu dans ses modélisations et se positionnera sur la transmission ou non d'un incendie d'une cellule à l'autre et de la nécessité ou pas de procéder à une modélisation de l'incendie généralisé de l'entrepôt. Les effets toxiques des fumées d'incendie seront également mis à jour au besoin. En tant que de besoin, l'exploitant se positionnera sur la mise en place de mesures, barrière technique (risque inacceptable sur des tiers ...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

¹ La mise à jour est prescrite au 31 juillet 2023 par l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2019.

Nom du point de contrôle : Conditions d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : I. - Les installations disposent en permanence d'un accès positionné de telle sorte qu'il soit toujours accessible pour permettre l'intervention de services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent. Le cas échéant, si un arrêté préfectoral pris à la date de publication du présent arrêté prévoit deux accès, l'exploitant s'assure du respect de cette prescription. II. - L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. III. - La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie à l'article II-4 du présent arrêté respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.
Constats : Le site dispose de 2 accès. Le site est ainsi toujours accessible aux véhicules de secours, quelles que soient les conditions de vent. Ces accès peuvent être ouverts par une clef "pompiers". Les inspecteurs ont constaté que la voie d'accès est libre de tout stationnement. Cette dernière respecte les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : A l'exception des palettiers couverts d'une peinture époxy ou tout autre dispositif équivalent, les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.15
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué à l'article V-5 du présent arrêté ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient mobile, ou groupe de récipients mobiles, ou une tuyauterie contenant des substances ou mélanges dangereux et le cas échéant, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article VII-1 du présent arrêté ; - les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières
<p>Constats : Les différentes consignes (interdiction de fumer, mesures à prendre lors d'une fuite, d'un incendie, ...) sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2.I.C
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats : Les équipiers d'intervention sont formés aux manœuvres spécifiques dont ils auront la responsabilité lors d'un éventuel incident. Un équipier n'est donc pas formé à l'ensemble des mesures.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le planning d'astreinte est organisé de manière à disposer des équipiers nécessaires à la couverture de l'ensemble des missions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet